A FONDS PERDUS

Les scories de l'État-nation

On ne peut pas priver le lecteur du plaisir de partager le regard, courageux et incisif, du grand intellectuel allemand Jürgen Habermas, sur l'attitude humiliante que réserve la classe politique dirigeante de son pays, notamment la chancelière Angela Merkel, au traitement de la dette grecque.

Rappelons, pour les non-initiés, que la Grèce dispose jusqu'à ce soir pour rembourser 1,5 milliard d'euros au FMI (Fonds monétaire international). Or, depuis l'élection d'Alexis Tsipras, le leader de Syriza, à la tête du gouvernement, les créanciers bloquent la deuxième tranche d'aide de 7,2 milliards de prêts prévue pour la Grèce.

La dette publique grecque est de 317 milliards d'euros. Dans la répartition de ce montant, les institutions financières européennes et les Etats de l'Union détiennent 223 milliards de créances, le FMI 33 milliards et l'Allemagne, dont le poids sur la dette grecque est lourd, près de 100 milliards d'euros. M. Tsipras réclame une restructuration de cette dette publique qu'il juge impossible à rembourser. Confronté à la rigidité des créanciers, il sollicite le suffrage populaire dans un référendum prévu le 5 juillet prochain.

Rappelons, par ailleurs, pour ceux qui ne le connaissent pas, que Jürgen Habermas est un philosophe et sociologue allemand, considéré comme l'un des grands représentants de la deuxième génération de l'Ecole de Francfort – nom donné à partir des années 1950 à un groupe d'intellectuels allemands réunis autour de l'Institut de recherche sociale fondé en 1923 dans cette même ville.

«Why Angela Merkel is wrong on Greece ?», se demande Jürgen Habermas dans un article paru dans le *Süddeutsche Zeitung* et traduit vers l'anglais par le site Social Europe(*).

Revenant sur l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne relatif aux compétences de la Banque centrale européenne(**), il estime qu'il jette «une lumière crue sur la construction défectueuse d'une union monétaire sans union politique». Il reconnaît au premier argentier européen, Mario Draghi, d'avoir sauvé, à l'été 2012, les citoyens du Vieux Continent des conséquences désastreuses de la menace d'un effondrement immédiat de leur jeune monnaie, l'euro. Il l'a fait en annonçant l'achat, si besoin est, de montants illimités d'obligations d'Etat, ce que les politiques, otages de leurs opinions publiques internes, étaient incapables de faire. Ce seul engagement verbal de M. Draghi, qui a simulé une souveraineté fiscale que la Banque centrale européenne (BCE) ne possédait pas en réalité, a suffi pour rassurer les marchés financiers. La parenthèse étant fermée, «ce sont toujours les banques centrales des Etats membres, comme avant, qui agissent en tant que prêteur de dernier recours». La messe est dite !

Le droit des traités européens souffrirait ainsi des «conséquences malheureuses de cette construction imparfaite de l'Union économique et monétaire (UEM)», une construction dont la BCE a comblé les lacunes «par des moyens de secours d'urgence».

Au-delà de l'absence de souveraineté fiscale, l'union monétaire reste instable, alors que l'union politique risque de faire de la démocratie un simple décorum.

Profitant du changement de gouvernement en Grèce, Mario Draghi a aussitôt surenchéri: «Nous avons besoin d'un saut quantique dans la convergence institutionnelle... Nous devons mettre de côté un système basé sur des règles de la politique économique nationale et mettre l'accent sur plus de souveraineté pour des institutions communes.»

«Même si ce n'est pas ce qu'on attend dire d'un ancien banquier de Goldman Sachs, il a même voulu coupler ces réformes en souffrance avec davantage de responsabilisation démocratique», reconnaît Jûrgen Habermas à Mario Draghi.

Mario Draghi est, comme nombre d'anciens commissaires européens (Mario Monti, Peter Sutherland) ou l'ancien patron de la Bundesbank (Otmar Issing) passé par Goldman Sachs, la banque américaine dont le nom est étroitement associé à la crise des subprimes. Pour ceux qui l'ont oublié, c'est précisément Goldman Sachs — le saint des saints de la finance internationale – qui, en 1999, est aux côtés du gouvernement grec en qualité de banque d'affaires chargée d'«optimiser la gestion» de ses comptes – de fait maquiller ses bilans et dissimuler l'ampleur de ses déficits — afin de pouvoir adhérer à la monnaie unique (l'euro) conformément aux critères édictés par le Traité de Maastricht (dette inférieure à 60% du PIB et déficit budgétaire sous les 3%). A l'époque, Goldman Sachs avait servi de «passeur» à un passager clandestin de l'union monétaire européenne.

Revenant sur les changements politiques en Grèce, il considère que «le résultat de l'élection grecque est un vote contre la misère humiliante». Il situe l'origine de la crise dans la priorité accordée par Merkel, dès le mois de mai 2010, «aux intérêts des investisseurs au détriment de la restauration de la bonne santé de l'économie grecque».

«Le résultat de l'élection grecque est le vote d'une nation qui, dans sa grande majorité, est debout contre l'humiliante et accablante misère d'une politique d'austérité imposée à leur pays (…) La population rejette la poursuite d'une politique dont l'échec est quelque chose de drastique qu'elle a été la première à vivre. Muni de cette légitimité démocratique, le gouvernement grec tente de provoquer un changement de la politique dans la zone euro.»

Pointant du doigt la faille actuelle de l'Union politique, il la situe dans la quête d'un «processus de prise de décision commune entre les citoyens, au-delà des frontières nationales, sur le cours de l'action politique dans le noyau de Europe».

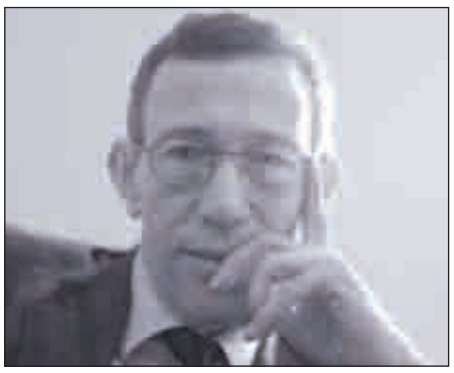
Revenant sur les conditionnalités posées à la restructuration de la dette grecque, il estime qu'elles se sont traduites par un programme d'austérité qui a entraîné «des coûts barbares pour la Grèce», tout en échouant lamentablement.

Il trouve «scandaleux» qu'on rejette un compromis (l'effacement de la dette ou un moratoire «lié à la croissance») pour quelques milliards ici ou là, privant le peuple grec, exploité par une élite corrompue, d'un «nouveau départ pour son économie».

«Au lieu de cela, les créanciers insistent sur la reconnaissance d'une montagne de dettes que l'économie grecque ne sera jamais en mesure de surmonter. (Ils) insistent avec mauvaise foi sur la reconnaissance formelle d'un fardeau de la dette qu'ils savent insupportable.»

Soulignant par ailleurs «la faible performance du gouvernement grec» — il trouve difficile pour ses partisans de trouver une ligne de conduite cohérente derrière son «comportement erratique» — il est tenté de l'associer à des «nationalistes de gauche accrochés à un sens un peu ethnocentrique de la solidarité».

Ce qui manque à Tsipras et Syriza, c'est «de la crédibilité à leurs intentions de mener à bien la modernisation de l'Etat, de combler le retard de l'économie, d'exécuter une forme plus équitable de subventions croisées, de lutter contre la corruption et l'évasion fiscale, etc.». Au lieu de cela, ils ont joué aux «moralisateurs» — à «un jeu de blâme qui a travaillé à l'avantage du gouvernement allemand».



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

Le FMI est jugé «responsable de dysfonctionnements dans le système financier international ; comme thérapeute il prend soin de sa stabilité et agit dans l'intérêt commun des investisseurs, surtout des investisseurs institutionnels».

Autre «scandale dans le scandale» : la manière «constipée» dont le gouvernement allemand perçoit son leadership et son ingratitude à l'endroit d'autres membres de l'Union en difficulté. Habermas rappelle ainsi : «L'Allemagne est redevable pour la relance de sa reprise économique dont elle bénéficie encore aujourd'hui de la sagesse des nations créancières qui, dans l'accord de Londres de 1953, ont effacé près de la moitié de ses dettes.»

«Ce sont les citoyens, et non les banques, qui doivent avoir le dernier mot dans les questions existentielles pour l'Europe», conclut Habermas.

A. B.

(*) Jürgen Habermas, «Why Angela Merkel is wrong on Greece ?», Social Europe, 25 juin 2015, http://www.socialeurope.eu/2015/06/why-angela-merkels-is-wrong-on-greece/

(**) L'affaire se rapporte aux «opérations monétaires sur titres» (OMT), programme d'achat de dette publique, évoqué en septembre 2012 par le président de la BCE, qui a stoppé net la crise des dettes souveraines sans même avoir été déployé.

Saisis en 2013 par des particuliers, les juges de la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe ont estimé que l'OMT est probablement illégale car elle permettrait à la BCE de financer directement les Etats, au risque que la facture finale incombe aux contribuables allemands, et de sortir de sa mission strictement monétaire pour se mêler de politique économique.

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE DU SOIR D'ALGÉRIE
VOUS ÊTES JOURNALISTE CONFIRMÉ(E) ?
VOUS SOUHAITEZ DÉBUTER
DANS CETTE MAGNIFIQUE PROFESSION ?
Envoyez votre CV à : lesoiralgerie@yahoo.fr
Il sera exigé une maîtrise parfaite de la langue française,
le sens de l'initiative et une disponibilité totale.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

Le pays de carton-pâte !

Forte présence de «brigades des mœurs islamiques» sur les plages. Ça confirme ce que je savais déjà. Notre littoral est vraiment…

… Pollué !

— Tu sais, ils viennent de brandir le carton rouge aux télévisions qui font l'apologie de la violence et du fondamentalisme.
— Tu es sûr ? Un carton rouge ? Rouge ? Tu as vérifié qu'il était bien rouge ?
— Enfin… oui ! Je crois qu'il était rouge ce carton. Du moins, j'ai lu partout qu'il était rouge.
— Je serais toi, je me méfierais. Avec le Ramadhan, l'effet de fatigue visuelle dû au jeûne, le taux de sucre qui joue au yo-yo, des fois on croit que c'est rouge, et puis, plus tard, après le f'tour on se rend compte que c'était plutôt orange, voire rose pâle, pour ne pas dire franchement vert.
— Mais les chèques, hein, les chèques ?
— Quoi, les chèques ?
— Eh bien, ils ont décidé d'imposer le paiement par chèque à partir d'un seuil de transaction. Par exemple, tu ne pourras plus vendre ou acheter un appart' avec la ch'kara, le sac d'argent. Ça, c'est du concret, non ?
— Oui ! La ch'kara, c'est du concret, je te le concède volontiers.
— Et l'obligation de chèque ?
— Disons que ça dépend !
— Ça dépend de quoi ?
— Du carton !
— Du carton rouge ?
— Mais non, gros bêta ! Le carton rouge, c'est un canular télé, une caméra cachée. Moi, je te parle du carton où cette vieille idée de paiement par chèque obligatoire avait été rangée il y a quelques années déjà et dans laquelle, si je te comprends bien, ils sont allés farfouiller à nouveau pour nous la ressortir aujourd'hui.
—Qu'importe ! L'essentiel, c'est qu'ils y pensent.
—Oh ! Pour y penser, je pense qu'ils y…pensent. Faudrait juste que les personnes envoyées au service archives afin d'en exhumer l'idée du chèque… pensent à fouiller dans le bon carton.
— Et selon toi qui semble être au courant de tout, il serait où le bon carton ?
— Entre deux autres cartons ! Celui où repose l'idée d'assouplir les règles de commercialisation des vins, alcools et spiritueux et celui où croupit le projet de criminalisation de la violence faite aux femmes.
— A t'entendre, dans ce pays, tout ne serait affaire que de cartons !
— Pas seulement mon ami, pas seulement. De cartons, mais aussi de provisions suffisantes de thé que je t'invite à fumer pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.